



**UNIVERSITATEA BABES-BOLYAI
FACULTATEA DE STIINTE ECONOMICE
SI GESTIUNEA AFACERILOR**

**CATEDRA DE ECONOMIE SI AFACERII
INTERNATIONALE**



Résumé de thèse de doctorat

Stratégies de développement du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire face à la mondialisation

Coordonateur scientifique

Prof. Dr. Gheorghe CIOBANU

Doctorand

KISSIEDOU Serge Gomis

Cluj-Napoca, 2015

- ❖ INTRODUCTION

- ❖ LE BUT DE L'ETUDE

- ❖ METHODOLOGIE

- ❖ PRESENTATION BREVE DES CHAPITRES DE LA THESE

- ❖ CHAPITRE I : TENDANCES ACTUELLES DU
COMMERCEINTERNATIONAL ET POLITIQUES COMMERCIALES
APPLIQUEES

- ❖ CHAPITRE II : LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA CÔTE D'IVOIRE
DE L'INDEPENDANCE (1960) A 2012

- ❖ CHAPITRE III : EVOLUTION DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE PAR
RAPPORT A LA POLITIQUE COMMERCIALE DE LA CÔTE D'IVOIRE

- ❖ CHAPITRE IV : MONDIALISATION ET COMMERCE EXTERIEUR
DANS L'ECONOMIE IVOIRIENNE

- ❖ CONCLUSIONS

- ❖ REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

INTRODUCTION

« Des richesses se créent, mais trop de pays et trop de gens n'en profitent pas, et n'ont pas voix au chapitre pour infléchir le processus. Vue par une grande majorité des femmes et des hommes, la mondialisation ne répond nullement pas aux aspirations simples et légitimes à avoir un travail décent et à pouvoir préparer à leurs enfants un avenir meilleur.»¹

De nombreuses analyses faisant référence au commerce international ont jalonné le cours du temps jusqu'à nos jours. Chaque pays axe son commerce extérieur sur son niveau de productivité ou son avancé technologique, selon la théorie des avantages comparatifs (Ricardo, 1817), et par sa dotation relative en facteurs de production, selon le modèle de Heckscher et Ohlin (1933). Par conséquent, les pays se sont spécialisent dans la production des biens pour lesquels ils sont les plus compétitifs : les pays développés produiraient donc davantage de biens manufacturés tandis que les pays en développement seraient plus tournés vers la production de biens contenant plus de travail non qualifié. On assiste alors à une spécialisation internationale et une division internationale du travail qui se sont amplifiées par le biais du phénomène de la mondialisation.

La question qui se pose est de savoir pourquoi les nations les moins développés ne peuvent profiter au même titre de l'ouverture commerciale et aussi de la mondialisation comme l'ont fait les pays les plus avancés car ce sont les pays les plus avancés qui connaissent plus de succès dans leur commerce extérieur.

Le commerce international est l'échange de biens, de services et capitaux entre pays. Ce type de commerce existe depuis des siècles, mais il connaît un nouvel avantage du fait de la mondialisation économique. Basé sur le principe de la division internationale du travail, le système d'organisation du commerce international tel qu'initialement conçu n'a pas su provoquer la propagation du progrès et vaincre le sous-développement.

¹ Commerce et pauvreté: une perspective développementale, Onzième session São Paulo, 13-18 juin 2004 Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

En spécialisant les pays sous-développés en production de matières premières et les pays développés en biens manufacturés, ce système met en compétition des économies quantitativement et qualitativement différentes avec un avantage certain pour les pays développés, suscitant de la part des premiers pays cités des états d'infériorité multiformes qui favorisent la domination commerciale et freinent tout développement économique des pays en développement.

Les constats sont flagrants et les chiffres parlent d'eux même face aux déséquilibres du commerce entre les pays en développement, les pays les moins avancés et ceux avancés. En effet, entre 1950 et 2010, le volume des exportations mondiales a été multiplié par 29,7 quand le PIB réel mondial augmentait de 8,6 %. Celui des exportations de produits manufacturés par 61%, celui des exportations de produits agricoles par 8% et celui des produits combustibles et des industries extractives par 10,7% au cours de la période 1950-2010. Entre 1980 et 2011, la part des économies en développement dans les exportations mondiales est passée de 34% à 47% et leur part dans les importations mondiales de 29% à 42%. L'Asie joue le rôle le plus grand dans la croissance du commerce des pays en développement. Il n'y a que la Chine et quelques pays d'Asie qui ont influencé positivement et significativement les données des exportations des pays en développement.

La Côte d'Ivoire qui n'est pas en marge de cette quête inlassable du développement de son commerce extérieur affiche une politique commerciale libérale sans ambiguïté. La Côte d'Ivoire se voit contraint de redynamiser sa politique commerciale, et ce, du fait qu'elle découvre son commerce extérieur influencé par un phénomène multidimensionnel, jalonné d'une très grande concurrence et d'une grande diversité avec des contraintes gouvernementales et intergouvernementales. C'est pourquoi, à l'occasion du développement de notre thèse, nous nous sommes fixés comme objectif de développer des stratégies qui pourront permettre au commerce extérieur de la Côte d'Ivoire de limiter les effets indésirés de la mondialisation et de bénéficier de ses atouts.

L'analyse du commerce extérieur face à la mondialisation présente un intérêt certain pour la Côte d'Ivoire dans la mesure où les ressources budgétaires de l'état sont constituées en grande partie de recettes douanières et de divers prélèvements résultant de la commercialisation des produits d'exportations. Aussi, Le commerce extérieur constitue un véritable facteur de

développement pour la Côte d'Ivoire dans la mesure où il permet à ce pays de se procurer de devises, en exportant des matières premières et divers produits semi-manufacturés. Ces devises leur donnent la possibilité de s'approvisionner en biens de consommation et d'équipement qu'ils ne produisent pas encore.

L'analyse du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire ne peut être faite sans prendre en considération certains aspects contextuels et historiques qui ont défini son état actuel. En effet, le pouvoir colonial qui s'est installé en Afrique de l'ouest dans le début du XXe siècle, a établi les bases du commerce extérieur ivoirien. Cette activité a progressé dans le temps de façon qualitative, quantitative et s'est aussi formalisé à travers des textes et des institutions.

LE BUT DE L'ETUDE

L'objectif de cette thèse de tester la corrélation pouvant exister entre l'adoption des politiques d'ouverture commerciale et autres facteurs imposés par la mondialisation et l'évolution des différents agrégats du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire. Il s'agit de comprendre pourquoi l'adoption des politiques d'ouverture dans les pays en développement n'a pas toujours eu les résultats escomptés. Nous ne remettons pas en question la mise en place des politiques d'ouverture, mais plutôt tenteront d'expliquer pourquoi cette orientation commerciale ne constitue pas un facteur suffisant pour que le commerce extérieur de la Côte d'Ivoire ait une meilleure santé.

Cette thèse s'appuie sur deux hypothèses : **la première** est que la mondialisation à travers son facteur « Intégration régionale UEMOA » oriente plutôt les exportations de la Côte d'Ivoire vers les pays hors UEMOA plutôt que vers les pays membre de l'UEMOA. Une analyse transversale des chiffres des exportations ivoiriennes fait des pays de l'UE les premiers partenaires commerciaux au détriment de ceux de l'Union. **La deuxième** est que la mondialisation à travers son facteur délocalisation "Investissement direct étrangers (IDE entrants)" influence positivement les exportations ivoiriennes et a besoin d'une gestion optimale en vue de permettre ceux-ci de croître considérablement.

METHODOLOGIE

Au niveau de la méthodologie, nous avons voulu tout d'abord cerner l'environnement socio-économique et commercial dans lequel se situe le commerce extérieur de la Côte d'Ivoire. En effet, l'évolution du commerce international de 1945 jusqu'à maintenant a connu des mutations significatives en passant de l'individualisme des états face au commerce international aux accords internationaux et régionaux et aussi aux politiques commerciales conjoncturelles.

Nous avons aussi choisi de faire une analyse dynamique du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire à travers une interprétation du volume global de ses échanges et une analyse des politiques commerciales générés face aux situations spatio-conjoncturelles. Nous exposerons le constat général du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire de 1960 à 2012 en analysant les structures, évolutions des exportations et des importations et d'autre part analyser les situations des produits exportés et importés pendant la période étudiée.

Après une analyse dynamique de l'environnement et l'activité commerciale ivoirienne, nous allons, à travers des estimations économétriques déterminer les corrélations existantes entre les divers facteurs de la mondialisation et la variable exportation représentative du commerce extérieur ivoirien. Il s'agit de démontrer comment la mondialisation a influencée les données du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire.

PRESENTATION BREVE DES CHAPITRES DE LA THESE

Nous avons articulés notre démarche scientifique autour de quatre chapitres qui définiront différents aspects de l'atteinte de notre objectif.

Le premier chapitre analyse les différents comportements du commerce international et l'ensemble des facteurs qui l'ont influencé ses dernières années. Certes, on ne pourra parler des différents aspects actuels du commerce international sans mentionner le chemin qu'il a parcouru jusqu'à nos jours. En effet, depuis la création du GATT, un cadre organisationnel et juridique s'est aussi développé donnant au commerce international un niveau jamais atteint. Aussi, depuis le milieu du siècle dernier, les échanges mondiaux ne cesse de croître et intègre de plus en plus de

pays. Ce processus d'internationalisation caractérisé par l'ouverture aux marchés étrangers des économies nationales se développe et laisse apparaître un nouveau processus qui est celui de la mondialisation. Cette analyse émise dans notre premier chapitre sera faite pour situer le contexte et les réalités qui sont celles du commerce international en général et celle du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire en particulier.

Le deuxième chapitre présentera une analyse dynamique du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire suivant son organisation, ses activités, sa politique commerciale, et ses orientations en cours. Une analyse de l'évolution du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire sera faite de la période de 1960 jusqu'en 2012 en vue de cerner les facteurs qui ont influencé son évolution.

Le troisième chapitre nous servira d'interposer les décisions économiques de l'état face à l'influence de la mondialisation et leurs effets au commerce extérieur de la Côte d'Ivoire. En effet, la mondialisation émane d'étapes successives et a été rendu possible grâce à plusieurs facteurs tels que l'abaissement des barrières tarifaires comme les droits de douanes et des barrières non tarifaires, la libre circulation des marchandises, des services, des hommes et des capitaux, l'augmentation de demande globale pour ne citer que les aspects positifs. Cependant, la mondialisation influe souvent négativement les politiques économiques des nations, entraîne la hausse ou la baisse de prix des produits ou une concurrence déloyale. Nous pouvons clairement observer l'incidence que pourrait avoir tous ces facteurs sur le commerce extérieur de la Côte d'Ivoire.

Le quatrième chapitre nous permettra de mesurer l'impact de la mondialisation sur le commerce extérieur de la Côte d'Ivoire à travers l'utilisation d'outils économétrique et à l'aide d'analyse comparative et déductive. Il s'agit dans ce chapitre d'analyser les facteurs de la mondialisation qui influence la variable exportation du commerce extérieur ivoirien. En effet, la mesure qualitative et quantitative d'un commerce extérieur peut être faite par soit par les importations ou soit par les exportations. Notre choix s'est porté sur les exportations vu la disponibilité des données exportatrices de la Côte d'Ivoire. Les facteurs Intégration économique et commerciale (UEMOA) et délocalisation de la production (IDE entrants) seront les facteurs qui seront analysés pour leur influence sur la variable exportation du commerce extérieur ivoirien.

CHAPITRE I :TENDANCES ACTUELLES DU COMMERCEINTERNATIONAL ET POLITIQUES COMMERCIALES APPLIQUEES

Le commerce international a fait l'objet d'une vaste étude qui a vu naître beaucoup de courants de pensée économique. Nous pouvons citer la théorie traditionnelle du commerce international qui est fondée sur deux principes économiques : la spécialisation internationale fondée sur la comparaison des coûts des produits et la spécialisation fondée sur la comparaison des rémunérations des facteurs. En effet, l'analyse historique de l'évolution du commerce international montre que les théories émises par les différents courants de pensée ont été basées sur l'obtention du gain dans les échanges. Les différentes facettes qu'ont prises le commerce international et aussi les comportements des états dans les échanges commerciaux ont été influencées par ces théories qui proclamaient que leur application dans l'activité du commerce extérieur était source de gain. Cependant, de l'application de la théorie mercantiliste en passant par la théorie classique, pour aboutir à la théorie néoclassique, les états peinent à trouver une politique commerciale adéquate afin qu'ils puissent avoir une stabilité dans leur activité commerciale avec le reste du monde.

Certes, plusieurs nations ont su s'adapter aux différentes mutations du commerce international, plusieurs autres sont à la traîne dans leur commerce extérieur et ne savent pas comment s'orienter pour un commerce plus sain. Les théories traditionnelles ayant montré, dans leur application, certaines insuffisances, ont laissé place à de nouvelles théories modernes du commerce international qui critiquent les théories des coûts comparatifs à travers différents types d'analyses. La nouvelle vision du commerce extérieur est beaucoup plus adaptative aux situations socio-conjoncturelles.

En vue percevoir le commerce international dans son ensemble, une analyse historique, théorique et organisationnelle de chaque étape son évolution sera faite à travers une présentation chronologique et périodique de ses différentes facettes. Il est important de préciser que cette analyse de l'évolution du commerce international a pour objectif de mettre en exergue les principales problématiques historiques, économiques et organisationnelles liées au commerce international.

Les échanges internationaux ont été limités jusqu'au XIII^e siècle pour des raisons relativement diverses. En effet, le commerce entre les nations était très peu développé et réservé qu'à une infime partie des économies nationales qui échangeaient des produits de base comme le vin, le sel, les grains, les épices, les étoffes.

Le commerce international, dans son ascension connaît une autre ère protectionniste générée par l'invasion des produits en provenance des Etats-Unis, d'Europe orientale et de Russie sur le marché de l'Europe occidentale dans les années 1870. La conséquence est inévitable, une chute du niveau général des prix affecte le niveau des revenus fonciers qui provoque un retour des nations sur leur position de protecteur de leurs entreprises nationales.

Le commerce international a pu se développer grâce à un cadre institutionnel approprié à travers lequel sont institués garanties, liberté et sûreté dans les transactions. Cependant, chaque pays est appelé à organiser son propre commerce extérieur visant à mieux participer aux échanges internationaux. Mise en place par une série d'accords, le cadre institutionnel vise à faciliter les échanges internationaux entre les nations, et à éviter les litiges qui pourraient survenir lors de cette activité. En vue du respect et du suivi des règles, des organismes ont été aussi créés au lendemain de la seconde guerre mondiale, dans le cadre de l'ONU.

Le commerce international montre aussi de nos jours une marginalisation des autres parties du monde quant à la participation aux échanges internationaux. En effet, la triade et le reste du monde échangent à des proportions très faibles et inégales. Les autres pays faisant état de certaines faiblesses dans leur commerce n'ont pas le choix que d'exporter pour l'essentiel des produits primaires et importer des produits manufacturés ainsi que la technologie nécessaire à leur développement.

Au cours des vingt dernières années, l'expansion du commerce international s'est développée par l'implantation à l'étranger des firmes multinationales ou transnationales, en quête de conditions de production plus favorables et d'une meilleure pénétration des marchés. Aujourd'hui, l'économie mondiale se caractérise par une internationalisation croissante, marquée par une élasticité du commerce mondial par rapport à la production mondiale supérieure à 1.

La politique du commerce extérieur, ou politique commerciale, est constituée de l'ensemble toutes les règles et mesures d'ordre juridique, administrative, budgétaire, financière, bancaires et de change, adopté par un état en vue de promouvoir ces échanges commerciaux avec l'extérieur et aussi en vue de protéger son marché interne des effets négatifs de la concurrence. Le type de politique choisi et la nature des moyens mis en œuvre dépendent d'une organisation institutionnelle qui diffère selon les pays. Cependant, l'analyse profonde des politiques commerciales contemporaines montre que les états s'éloignent de plus en plus des principes de base du libre-échange et laisse apparaître dans leur politique commerciale de nouvelles formes de protectionnismes.

La participation des pays en développement au commerce international est subordonnée à un certain nombre de conditions implicites qui exige de plus en plus qu'ils alignent leurs politiques et normes sur celles des pays développés. Cependant, la plupart des pays en développement ne dispose pas de moyens nécessaire pour participer pleinement aux échanges internationaux faute d'infrastructures adaptés ou de moyens financiers conséquents. Au vue de cette situation, l'OMC incite les pays en développement à s'aligner à des règles dont les capacités de ces pays ne leur permettent pas de suivre.

CHAPITRE II: LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA CÔTE D'IVOIRE DE L'INDEPENDANCE (1960) A 2012

Après trois décennies de protection industrielle, la Côte d'Ivoire a engagé en 1994 un nouveau programme de libéralisation commerciale. Les restrictions quantitatives à l'importation ont été éliminées où sont en voie de l'être ; les droits ad valorem, ont été réduits de moitié pour atteindre en moyenne 23,5 pourcent à la fin de 1994. Des taxes à l'exportation des produits de base ont été mises en examen. L'objectif a été annoncé de réduire progressivement ces taxes en élargissant l'assiette fiscale. A cet égard, des efforts sont en cours afin d'étendre la portée des impôts indirects et donc de réduire la dépendance de l'état à l'égard des droits perçus sur le commerce international.

L'économie ivoirienne est en grande partie fondée sur l'agriculture d'exportation qui représente un tiers du PIB ; cela entraîne une grande vulnérabilité face aux variations des prix ou de la demande sur les marchés mondiaux. C'est pourquoi l'état ivoirien est intervenu dans le passé afin de stabiliser les prix et les volumes d'exportation engendrant des pertes importantes. Dans l'industrie, la dévaluation et la libéralisation des importations devraient contribuer à rééquilibrer la structure des prix relatifs qui présentaient de fortes distorsions selon que les biens étaient ou non échangeables.

Le commerce extérieur est un élément fondamental de l'économie d'un pays et qui alimente dans une forte proportion le marché local. Il représente un des facteurs importants dans le débat sur le développement durable des pays en développement. Les ressources, dont le pays dispose, proviennent en majeure partie des exportations apparentes de produits bruts ou transformés, car les exportations « invisibles » déterminées par le tourisme ou le transfert de fonds des émigrés sont encore très faibles.

La croissance fulgurante qu'a connue la Côte d'Ivoire depuis son indépendance a aussi eu pour conséquence un recours plus accru aux importations, ayant pour objectif de doter les secteurs productifs de biens intermédiaires qui ne sont pas produits sur place, de disposer d'équipements en matériel, ou de satisfaire la demande nationale en produits finis de consommation qui ne sont pas pris en compte par les fabrications industrielles locales.

Afin de situer les échanges commerciaux de la Côte d'Ivoire avec ses partenaires commerciaux, nous avons pris la liberté de porter un regard sur la relation commerciale particulière qu'elle avait avec la France et aussi de comparer les échanges entre la Côte d'Ivoire et ses autres partenaires. Cette précision est à faire du fait que la France était le pays colonisateur de la Côte d'Ivoire, et aussi l'instigateur de l'organisation du commerce extérieur ivoirien avant son indépendance. En effet, la période d'avant indépendance a été marquée par l'unicité du partenaire commerciale qu'était la France. Il en va de soi qu'une fois l'indépendance acquise, la Côte d'Ivoire ne sait pas immédiatement défait de son partenaire commerciale historique le plus important.

La structure des importations ivoiriennes pour la période étudiée montre que la part des importations en provenance de la France demeure nettement supérieure à celle des autres partenaires privilégiés bien qu'elle ait décliné tout au long de la période étudiée.

L'évolution des échanges commerciaux entre la Côte d'Ivoire et ses principaux partenaires de la période étudiée montre que les importations ivoiriennes en provenance du premier partenaire privilégié qu'est la France ont diminué dans l'ensemble, ceci reste aussi valable pour les exportations. Cependant, les importations ivoiriennes en provenance de ses autres partenaires se sont développées davantage, ceci est aussi resté valable pour les exportations. Il en résulte que la Côte d'Ivoire a étendu ses relations au-delà de celle historique imposé par la France. Cette situation peut aussi s'expliquer par le dynamisme de l'Etat ivoirien qui, en vue de permettre au pays de s'industrialiser et aussi pour une diversification de sa production agricole comme industrielle, a basé sa politique sur une importation de biens d'équipement et de produits pétroliers.

La forte croissance du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire a cette période, est dû à un afflux significatif de capitaux étrangers investit dans l'industrie qui a son tour a permis un accroissement des exportations et de la balance commerciale. En effet, comme la plupart des pays en développement, La Côte d'Ivoire reçoit une aide d'un certain nombre d'organisations internationales et de pays étrangers. Ses principaux fournisseurs sont ceux avec lesquels elle a établi des liens au moment de son indépendance, à savoir les pays occidentaux pour la plupart et les organismes internationaux comme la CEE, la Banque mondiale et le PNUD. Elle a donc peu pratiqué une politique d'ouverture avec les pays de l'Est et arabe.

L'évolution de l'industrie ivoirienne telle que réalisée au cours des vingt années suivant l'indépendance, s'est surtout rattache a deux types d'activités; soit celle de la valorisation de la production agricole, soit celle de la substitution à certains produits d'importation. Cependant, cette dernière forme d'industrialisation perpétue comme le précise Dos Santos, une situation de dépendance.

En conclusion, nous pouvons affirmer que le commerce extérieur ivoirien de la période considérée peut être décrit comme une vive expansion du commerce extérieur faisant état d'une croissance accéléré, d'une augmentation considérable des importations surtout de biens d'équipement et de produits semi-finis, d'une valorisation des produits exportés et d'une diversification des partenaires commerciaux. Cette performance a été ralenti par divers événements comme la chute des prix de principaux produits d'exportation et la crise du pétrole des années 70 et 80, la crise financière de 2007, la crise sociopolitique de 2002.

CHAPITRE III : EVOLUTION DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE PAR RAPPORT A LA POLITIQUE COMMERCIALE DE LA CÔTE D'IVOIRE

L'économie ivoirienne est largement intégrée dans une vaste zone d'influence de l'économie capitaliste mondiale composée de deux sous-zones:

- La sous zone « Centrale » d'où se relève les économies capitalistes développées.
- La sous zone « périphérique » d'où se relève les économies des pays en développement.

La Côte d'Ivoire appartient naturellement à la seconde sous zone dite périphérique dont le rôle économique d'appoint est marginalisé sur le plan décisionnel de l'évolution du capitalisme mondial.

Le développement de la Côte d'Ivoire est dépendant de l'extérieur par l'exportation des matières premières d'origine agricole que sont le café cacao, le bois (plus de 60% des recettes budgétaires), de ses investissements extérieurs privés dans l'industrie de substitution aux importations, de ses emprunts extérieurs. Cette dépendance économique vis-à-vis de l'extérieur est à la base de la fuite d'un certain surplus économique qui freine la croissance donc le développement auto-entretenu du pays.

Le secteur secondaire est embryonnaire et dominé par les industries de transformation de substitution aux importations. Compte tenu de l'ambiguïté du marché national, une bonne partie de la production est orientée vers l'exportation. L'incidence des investissements, qui a néanmoins attiré une grande masse de capitaux étrangers ; malgré la part de plus en plus grande des salaires des nationaux due à une certaine ivoirisation de l'emploi, l'accroissement relatif des revenus salariaux des nationaux et l'inflation qui frappe ces produits de substitution aux importations, ne permettent pas d'entrevoir les perspectives d'autoconsommation dans l'immédiat.

Dans les décennies (1981-1993), la Côte d'Ivoire connaît une crise économique sans précédent et essaie par des mesures de politique économiques de remédier à la situation. En effet, en arrière-plan de l'application des différents programmes d'ajustement structurel (1981-1990) et stabilisation et de relance économique (1991-1993), les principales réformes institutionnelles visaient à retrouver les « lois du marché » concernant la libéralisation du commerce, la réduction

du rôle de l'Etat, le dégraissage des entreprises publiques et parapubliques, le recours à la privatisation.

Deux étapes ont définies la période de croissance économique de la Côte d'Ivoire sur les vingt (20) premières années qui ont suivi l'indépendance: la première phase (1960-1970), qualifiée de « miracle ivoirien » a enregistré un taux de croissance élevé ; durant la seconde étape (1971-1980), l'économie ivoirienne confrontée à des difficultés, s'est essouffée dans sa « marche vers la maturité ».

Du fait de l'importance de la Côte d'Ivoire dans la zone Franc, la décision de dévaluer le franc CFA est fortement liée à la situation financière de ce pays. Cette décision intervient suite à un long débat sur le degré de surévaluation des taux de change du simple fait que cette dévaluation concernait la monnaie des 14 pays de la zone Franc composant l'UEMOA. La dévaluation du franc CFA intervient donc en janvier 1994 et la Côte d'Ivoire, en vue de conjuguer sa relance économique avec le nouveau choc de la dévaluation, a mis en œuvre un programme d'ajustement et de réforme, pour parvenir à une croissance économique durable pouvant progresser vers une stabilité financière à moyen terme.

Au niveau fiscal, les prévisions ont concernées une structuration profonde de la répartition des charges fiscales et parafiscales entre les différents secteurs d'activités et un allègement de la pression fiscale exercée sur le secteur productif moderne. En revanche, le secteur informel sera progressivement assujéti.

Au niveau de la politique budgétaire, il a été convenu d'améliorer de manière significative le solde primaire des opérations de l'Etat en vue d'une élimination à terme des arriérés intérieurs et du renforcement des investissements publics.

La réforme globale du secteur public qui a trait à la fonction publique, à la privatisation des entreprises publiques et au renforcement des capacités institutionnelles sera poursuivie. Dans cette perspective, le processus de privatisation sera accéléré.

CHAPITRE IV : MONDIALISATION ET COMMERCE EXTERIEUR DANS L'ECONOMIE IVOIRIENNE

Le commerce extérieur ivoirien est l'un des commerces les plus efficaces de l'Afrique de l'ouest au niveau des chiffres. Elle représente à elle seule 62,9% des exportations de l'UEMOA en 2002 contre 53,8 en 2012. Depuis plus d'une cinquantaine d'années, elle enregistre une évolution constante de sa balance commerciale et ceci malgré les grands changements conjoncturels effectués dans son économie souvent imputables aux changements de l'économie mondiale.

Après deux décennies d'évolution plutôt difficile de son commerce extérieur, la Côte d'Ivoire adhère un accord régional et entre à l'OMC le 1 janvier 1995 et par ce geste ouvre ses portes à une économie plus mondialisée. Suite à ses initiatives, la Côte d'Ivoire est devenue un acteur d'importance croissante du commerce international, et un des premiers pays d'accueil des investissements étrangers en Afrique de l'ouest.

La mondialisation a besoin d'être mieux appréhender par la Côte d'Ivoire afin qu'elle puisse profiter de ses avantages. D'une façon générale, la mondialisation se développe dans des conditions économiques et politiques différentes, et engendre dans certains pays des disparités économiques et sociales. C'est le cas généralement des PED. Un des aspects encourageant de la mondialisation est qu'elle a promu le niveau de développement de la division internationale du travail et de la concurrence internationale, ce qui permet aux PED comme la Côte d'Ivoire de mieux valoriser ses avantages et d'optimiser sa production grâce à de nouvelles dotations en facteurs de production.

Nous nous sommes proposé dans ce chapitre, d'estimer l'impact de la mondialisation sur le commerce extérieur ivoirien. Nous ne prétendons pas faire un diagnostic exhaustif des effets de celle-ci sur le commerce extérieur ivoirien mais plutôt en cibler les domaines qui seraient pour nous les plus influents. Ces choix se sont portés sur deux facteurs de la mondialisation qui sont en l'occurrence le facteur d'intégration économique et régionale, et celui des investissements directs étrangers entrant de la Côte d'Ivoire. Ces deux facteurs seront étudiés au travers de leur influence sur la variable exportation du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire.

L'objectif de ce point est de nous emmener à préciser le modèle économétrique qui servira de cadre de vérification empirique de nos hypothèses. Il sera constitué de deux sous points dont la présentation du modèle de gravité et la spécification du modèle.

Notre premier modèle, est celui de gravité est prise dans les analyses scientifiques et les évaluations des impacts des AR parce qu'il possède un double avantage :

- Il représente une norme de référence dans l'évaluation des effets des accords régionaux dans le sens où il permet de prédire ce que aurait été le commerce bilatéral s'il n'y avait pas AR
- Il permet l'introduction de variables dites muettes qui a leur tour permettent de quantifier directement les créations et détournements de trafic suite à la mise en place d'un AR. Il offre ainsi la possibilité d'isoler les caractères inobservables pour affecter le commerce entre deux pays (partage de langue, pays frontaliers, liens historiques, etc....)

Le modèle de gravité proposé dans le cadre de notre thèse s'inspire de la littérature empirique sur ce sujet.

Le modèle de gravité est une relation empirique qui explique le commerce entre deux pays par leur taille économique et la distance qui les sépare d'une manière analogique avec l'expression de la loi de la gravitation universelle de Newton. C'est un outil standard en économie pour évaluer l'écart entre le commerce réel et le commerce potentiel entre deux pays. Dans sa formulation la plus simple, le modèle de gravité explique les exportations du pays i en provenance du pays j, notées X_{ij} , à partir de l'équation suivante :

$$X_{ij} = \alpha_0 + \alpha_1 (PIBiPIBj) + \alpha_2 (PIBTiPIBTj) + \alpha_3 (Dist_{ij}) + \alpha_4 (SupiSupj) + \varepsilon_{ij}$$

Où :

X_{ij} est la valeur des exportations du pays i vers le pays j ; PIBi et PIBj sont les produits intérieurs bruts du pays exportateur et importateur respectivement; PIBTi et PIBTj sont les produits intérieurs bruts par tête dans chacun des deux pays ; $Dist_{ij}$ est la distance entre les deux capitales

économiques des partenaires commerciaux, mesurée en km ; SUP_i et SUP_j sont les superficies des pays i et j respectivement et ε_{ij} terme d'erreur. $\alpha_0, \alpha_1, \alpha_2, \alpha_3, \alpha_4$ sont les paramètres du modèle.

Notre estimation s'est faite suivant le modèle de gravité adaptée aux exportations ivoiriennes déterminée par l'équation suivante :

$$\ln(X_{cijt}) = \ln\alpha_0 + \alpha_1 \ln(PIB_{ci}PIB_j) + \alpha_2 \ln(PIBT_{ci}PIBT_j) + \alpha_3 \ln(Dist_{cij}) + \alpha_4 \ln(Sup_{ci}Sup_j) + \alpha_5 Lgc_{ij} + \alpha_6 Frc_{ij} + \alpha_7 Sans-FM + \alpha_8 Um_{ijt} + \alpha_9 UmM_{ijt} + \varepsilon_{ij}$$

Les estimations sont effectuées en Tobit à effets aléatoires à l'aide du logiciel économétrique **STATA 12**.

La variable UEMOA (Um_{cij}) est destinée à capter l'impact de l'intégration économique et monétaire sur les exportations ivoiriennes. Cette variable d'intérêt de notre étude nécessite une attention particulière. Notre estimation nous montre que cette variable a une influence négative sur la croissance des exportations ivoiriennes. Ce signe négatif du coefficient de la variable (Um_{cij}) est contraire à la théorie des regroupements régionaux. Cependant, la robuste de notre estimation sur les 30 dernières années, montre que les exportations ivoiriennes se font de moins en moins à l'intérieur de l'UEMOA. Le coefficient de la variable Um_{cij} décrit une baisse globale moyenne de -1.23 fois expo (-0.4726223) des exportations ivoiriennes vers les pays de l'UEMOA.

L'utilisation du modèle de gravité n'est que rare dans les analyses des flux commerciaux et ce surtout dans le cadre des flux commerciaux des pays d'Afrique subsaharienne. Il y a donc très peu de résultats quantifiables quant à son application dans les flux commerciaux d'un pays. Tout ce que le modèle peut prédire de façon claire c'est l'effet de création ou de détournement de flux commerciaux. Dans le cas des exportations ivoiriennes, elles ont certes progressé depuis l'adhésion au Traité du 10 janvier 1994, portant création de l'UEMOA. Cependant, cette ascension est imputable dans son ensemble au commerce avec l'extérieur. On peut donc affirmer que l'UEMOA a dans un sens favorise le commerce extérieur de la Côte d'Ivoire par la croissance valérique de ses exportations. La politique commerciale ivoirienne s'est basée sur la plus-value générée par le tarif extérieur commun.

L'étude a permis d'identifier le produit intérieur (brut et par tête) et les affinités culturelles captées par la variable langue commune « L_{gij} » comme facteurs déterminants de l'accroissement des

exportations ivoiriennes. Par contre, la distance entre la Côte d'Ivoire et ses pays partenaires représente une entrave à l'accroissement des exportations ivoiriennes. L'enclavement des pays partenaires, principalement le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont contribué à l'accroissement des exportations par un facteur de réexportation. Il faudrait aussi souligner que l'instauration du TEC a agi de façon significative sur la croissance valérienne des exportations.

Trois implications majeures peuvent être tirées des résultats de cette étude :

1. Bien que l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine offre aux pays membres d'accroître le commerce entre eux, plusieurs pays commercent de plus en plus avec les pays qui sont hors de l'Union. Certes, les échanges à l'intérieur de l'UEMOA se sont beaucoup plus intensifiés. Cependant, le cas de la Côte d'Ivoire montre que malgré son adhésion à l'UEMOA, elle échange beaucoup plus avec les pays à l'extérieur de l'UEMOA. Cela est dû à un ensemble de problèmes internes qui mine le développement de l'Union. En effet, l'application de la politique commerciale de l'union est que partielle et certains pays ont instaurés des nouveaux droits et taxes de porte. De nouvelles taxes internes sont parfois mises en place, en plus des seuls TVAs et droits d'accises harmonisés qui sont autorisés par l'union. Toutes ses barrières tarifaires doivent être levées en vue de stimuler le développement des échanges intra-UEMOA. De ce fait, les exportations ivoiriennes pourront se développer beaucoup plus à travers les échanges avec ses voisins.
2. Une autre contrainte qui joue négativement sur le commerce extérieur ivoirien et celui précisément de ses exportations est le coût des transports, exprimé par la distance absolue entre les partenaires et l'enclavement de certains pays de l'Union. En effet, l'accessibilité des produits ivoiriens vers ses pays demeure très difficile et ardue, ce qui oriente plus les exportations ivoiriennes vers l'extérieur.
3. Les pays de l'union jouissent très peu d'une longue stabilité politique. Ce qui a interrompu de diverses façons les échanges entre la Côte d'Ivoire et ses nations.

Notre deuxième estimation économétrique décrira la démarche qui nous permettra de déterminer quelle est l'influence du facteur de la mondialisation "investissement direct étranger" sur la variable exportation du commerce extérieur ivoirien. Cette démarche aborde d'abord la

spécification du modèle, ensuite décrit la provenance des données et leur traitement, et pour finir elle analyse la stationnarité des séries pour déterminer le niveau d'intégration des variables.

Le point de départ dans toute recherche économétrique est la spécification du modèle. Cette spécification implique la détermination de la variable expliquée et des variables explicatives du modèle, les signes des paramètres, la forme mathématique du modèle (l'équation du modèle).

Notre modèle est basé sur l'approche de l'adaptation institutionnelle développée par Wilhelm (1998) et qui trouve son origine dans l'école de l'intégration. L'IDE selon cette approche est déterminé par des variables institutionnelles qui représentent dans le même temps des facteurs déterminants et décisionnels pour les investissements étrangers.

Notre modèle économétrique est de type log- linéaire et s'inspire de celui de B. Mansour (2003), basé sur le modèle de Solow. Il se présente comme suit :

$$\text{Log (IDE)} = \alpha_0 + \alpha_1 * \text{Log (PIB)} + \alpha_2 * \text{Log (EXPORT)} + \alpha_3 * \text{Log (INFLAT)} + \alpha_4 * \text{Log(EP)} + \alpha_5 * \text{Log(TIM)} + \text{TBS} + \text{ISP} + \varepsilon \text{ où :}$$

- **IDE** est l'investissement direct étranger en pourcentage du PIB;
- **PIB** est le taux de croissance du produit intérieur brut en termes réel ;
- EXPORT** est l'ouverture au commerce international (ratio exportation/PIB)
- **INFL** est le taux d'inflation ;
- **EP** est l'épargne nationale en pourcentage du PIB ;
- **TIM** est le taux d'intérêt monétaire
- **TBS** est le taux brut de scolarisation primaire
- **ISP** est une variable Proxy qui détermine l'effet de l'instabilité politique

α_0 est une constante

- $\alpha_1, \alpha_2, \alpha_3, \alpha_4, \alpha_5$ sont des élasticités et ϵ_t le terme d'erreur.

Les données de la présente étude proviennent majoritairement de l'Agence Principale de la BCEAO de la Côte d'Ivoire, du Centre de Promotion des Investissements de la Côte d'Ivoire et du site Internet <http://perspective.usherbrooke.ca/>. Les données ont été traitées en vue d'éviter les biais dans notre estimation. Le logiciel **EViews 7** sera utilisé pour l'estimation.

Nous pouvons observer que la statistique de Fisher de notre estimation est supérieure à celle lue dans la table de Fisher (2,42). Notre modèle est donc globalement significatif. Chacune de nos variables est significative parce qu'elles ont tous été estimées en différence premières. Cependant, nous observons une faible influence des IDE sur les exportations. Les résultats de l'estimation du modèle VAR définissent que l'IDE peut s'écrire de la façon suivante:

$$IDE = 0.678326*IDE_{t-1} - 0.008955*PIB_{t-1} + 0.483833*EXPORT_{t-1} + 0.032143*INF_{t-1} - 0.034925*EP_{t-1} - 0.308955*TIM_{t-1} + 0.012372*TBSP_{t-1} - 1.540035*ISP + Ut$$

L'analyse de la variance (ANOVA) est une technique statistique permettant de déterminer l'impact de plusieurs variables dépendantes sur une ou plus autres variables indépendantes à travers le temps. Elle nous permet de déterminer dans quelle direction le choc a plus d'impact au cours du temps. La décomposition de la variance pour chacune des variables du VAR donne des résultats présentés en annexe

Les résultats du tableau de décomposition de la variance montrent qu'à très court terme l'influence de l'IDE sur les exportations ivoiriennes est faible (0%, 0,57%, 2,93%) sur les trois premières périodes. Cependant, cette influence prend une envergure considérable de plus de 10% à partir de la 7ème période et qui continue de croître jusqu'à 16,93% après 10 ans.

En conclusion, nous pouvons affirmer que nos différents tests nous menés à d'importantes conclusions. L'utilisation du modèle VAR et les différents tests (stationnarité, causalité, fonction de réponse d'impulsion, décomposition de la variance et des résidus) nous ont permis d'identifier la nature de la relation entre l'IDE et les exportations de la Côte d'Ivoire sur ces 30 dernières années. Les résultats de cette étude peuvent être utilisés en vue de prévision économique des années à venir.

CONCLUSIONS

L'objet de cette thèse était d'analyser les effets des facteurs de la mondialisation sur le commerce extérieur de la Côte d'Ivoire. Pour ce faire, nous avons défini différentes variables pouvant mieux représenter ces deux activités. L'intégration économique et régionale représentée par la variable l'UEMOA et la délocalisation de la production représentée par IDE influent sur le commerce extérieur ivoirien en agissant de manière particulière les exportations ivoiriennes. A la suite de tests économétriques visant l'orientation des variables sur les 30 dernières années, nous présentons les principaux éléments de conclusion et leurs implications économiques.

L'ampleur et l'importance du commerce extérieur ivoirien dans le développement de l'économie ivoirienne ne sont plus à démontrer. Cependant, à près une longue période marquée par des tensions et des conflits politico-militaires, le commerce extérieur ivoirien a retrouvé son activité normale et se développe en se diversifiant et en intensifiant ses échanges avec les pays voisins. La mondialisation a fourni les opportunités du développement en Côte d'Ivoire grâce à l'ouverture, aux réformes, à l'intégration et aux IDE. L'entrée dans l'OMC est une opportunité importante pour le développement économique de la Côte d'Ivoire, mais cette entrée signifie aussi le renforcement du marché intérieur de la Côte d'Ivoire; cela veut dire qu'avec le renforcement de l'économie ivoirienne, les lacunes du marché vont émerger, en particulier en ce qui concerne la réduction de l'écart régional économique. Ainsi, le gouvernement doit exercer ses fonctions d'ajustement macroéconomique pour la bonne coordination des développements des différentes régions.

Nos conclusions peuvent conduire à quelques implications économiques :

1- Si la Côte d'Ivoire a adopté des politiques d'ouverture durant tout le parcours de son commerce extérieur, actuellement, elle peut envisager de renforcer cette orientation économique en encourageant les secteurs porteurs c'est-à-dire ceux qui sont capables de générer plus de revenu. L'avantage de cette orientation est de viser une productivité plus élevée dans plusieurs secteurs de production, et de réduire leur vulnérabilité économique causée par la dépendance de quelques produits d'exportation.

2- Cependant, la mise en place de politiques d'ouverture ne peut à elle seule suffire à conduire au développement du commerce extérieur. D'autres facteurs sont requis, comme l'amélioration des modes de gouvernance, et le renforcement des droits de propriété dont les petits producteurs ont été principales victimes. Cette procédure peut alors conduire à la réduction de l'emprise de l'Etat ou des structures oligopolistiques dans le secteur des exportations.

3- La Côte d'Ivoire doit également créer des mécanismes de gestion transparente des cours internationaux. Car la valeur des exportations dépendent beaucoup des cours sur les marchés internationales. Dans plusieurs pays, les producteurs ne sont informés de la chute des cours qu'a posteriori, la création d'un tel mécanisme se traduirait par l'implication des producteurs dans la gestion de leurs revenus à terme.

Extension aux recherches futures : Nous avons analysé la relation entre deux (2) facteurs de la mondialisation (UEMOA et IDE) et les exportations ivoiriennes en mettant un accent sur les influences directs qu'ont ses facteurs sur les exportations. Cependant, plusieurs autres facteurs de la mondialisation n'ont pas pu être analysés dans le cadre de notre thèse.

Cependant, au moment où les opposants à l'ouverture et à la mondialisation sont de plus en plus nombreux, il y a lieu d'envisager des pistes de recherche future suivantes :

- Une étude qui tient compte l'effet de la majorité des facteurs de la mondialisation sur les agrégats du commerce extérieur ivoirien (importations - exportations - balance des paiements etc.). Pour la simple raison que l'impact des politiques d'ouverture, qu'impose la mondialisation à la Côte d'Ivoire, n'a pas les mêmes effets sur chacun des agrégats et aussi sur l'économie ivoirienne en général.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. **Abowd, John M.**, et **Richard B. Freeman** (sous la direction de). *Immigration, Trade, and the Labor Market*, Chicago: University of Chicago Press for the National Bureau of Economic Research, 1991.
2. **Aitken, Norman D.**, 1973. "The Effect of EEC and EFTA on European Trade: A Temporal Cross-Section Analysis," *American Economic Review*, volume 63, number 5.
3. **Allen, Robert C.** « International Competition in Iron and Steel, 1850-1913 ».
4. **Anne Krueger.** Série d'ouvrages sur le thème foreign trade regimes and economic development .New York: Columbia university press for the national bureau of Economic research, 1973 -1976.
5. **Balassa, Bela.** *The Structure of protection in Developing Countries.* Baltimore: Johns Hopkins University press 1971.
6. **Bale, Malcolm**, et **Ernst Lutz.** « Price Distortions in Agriculture and Their Effects: An International Comparison ». *American Journal of Agricultural Economics* 63 (Février 1981), pp. 8-22.
7. **Behrman, Jere R.** *Development, the International Economic Order, and Commodity Agreements.* Reading, Mass.: **Addison-Wesley**, 1979.
8. **Bergstrand, Jeffrey H.**, 1985. "The Gravity Equation in International Trade: some Microeconomic Foundations and Empirical Evidence," *Review of Economics and Statistics*, volume 67, number 3, August

9. **Bloomfield, Arthur I.** Monetary policy under the International Gold Standard 1880-1914. New York: Federal Reserve Bank of New York, 1959.
10. **Borjas, George J.** Friends or Strangers: The Impacts of Immigrants on the U.S.
11. **Busse, M., A. Borrmann et H. Großmann** (2004), "L'impact des accords de partenariat économique ACP-UE sur les pays de la CEDEAO: une analyse empirique des effets commerciaux et budgétaires", Préparé à l'intention de la Friedrich-Ebert Stiftung, Hambourg.
12. **Comité de supervision DSRP (2002)**, Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté-Intérimaire, Côte d'Ivoire.
13. **Contamin B., H. Memel-Fôté** (1997), Le modèle ivoirien en question. Crises, ajustements, recompositions, Karthala-Orstom, Paris, p. 802 contemporaine (3), éditions du Seuil, février.
14. **Daniel Hiernaux-Nicolas**, La gestion et la planification métropolitaine en temps de mondialisation : certaines réflexions, Faculte de Planeación de la UAEM, No.1
15. **Debonneuil X. Orphele R.** (1989), "La politique monétaire et son contexte économique", 2 édition, Collection ITB.
16. **DIOP-BOARE** [1994] : Impact des interventions publiques sur l'agriculture et la
17. **Gheorghe CIOBANU, CatalinPOSTELNICU, Dana BAKO, Adina RUS, Monica Pop SILAGHI, Stefana VARVARI, Liviu DECEANU.**(2009),Tranzactii economice internationale, Editura Risoprint Cluj Napoca.

- 18. Linnemann, Hans,** 1966. An Econometric Study of International Trade Flows. Amsterdam: NorthHolland.
- 19. MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES** [2001] : Rapport économique et financier, mai.
- 20. N'GARESSEUM D. K. T.** (2004) « Dette extérieure et l'investissement prive en Côte d'Ivoire » LPE N°68 Octobre 2004.
- 21. WELLE Djibril.** (2008) La consécration d'une véritable notion juridique de régulation au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine et de l'Union Européenne, Master en droit de l'intégration et de l'OMC